



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 831

Texte de la question

ZONES DE SÉCURITÉ PRIORITAIRES

M. le président. La parole est à M. Daniel Vaillant, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Daniel Vaillant. Monsieur le ministre de l'intérieur, vous étiez, hier, en déplacement à Lyon avec Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, pour une journée bilan des zones de sécurité prioritaires mises en place depuis quelques mois.

En tant qu'élu d'un territoire au croisement de deux ZSP, sur les xviii^e et xix^e arrondissements de Paris, je suis à la fois acteur et témoin de ce dispositif novateur, qui constitue une véritable rupture.

Cette rupture, elle est d'abord dans l'idée qu'une politique de sécurité de gauche existe et elle sait être efficace. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) L'erreur de Nicolas Sarkozy a été de moquer la proximité et de réduire en même temps par milliers les effectifs des forces de sécurité. On en connaît le bilan : ce fut un échec.

M. Claude Goasguen. Et ce qui s'est passé hier soir, ce n'était pas un échec ?

M. Daniel Vaillant. Les ZSP, comme vous l'avez dit hier, redonnent du souffle à l'initiative locale. Services de l'État, des collectivités, associations, élus, travaillent en partenariat étroit, sur fond de coopération renforcée entre la police et la justice, dont votre déplacement conjoint d'hier était encore un signe fort.

C'est l'esprit même des ZSP que de reconquérir des territoires au service du droit, de la sécurité et donc de la liberté de nos concitoyens.

C'est l'affaire de tous et je me réjouis de l'annonce que vous avez faite hier d'allouer 3 millions d'euros du Fonds Interministériel de prévention de la délinquance, hors vidéoprotection, à ces territoires.

Un certain nombre d'effets positifs commencent à être perçus par nos concitoyens...

M. Claude Goasguen. Comme ce qui s'est passé hier, notamment !

M. Daniel Vaillant. ...et je tenais ici à saluer ce travail.

Monsieur le ministre, en ce domaine, vous le savez, il faut faire preuve d'humilité et seul un travail dans la durée peut donner des résultats.

Enfin, pouvez-vous vous engager à augmenter les effectifs et à les sanctuariser sur ces ZSP ?

Par ailleurs, pouvez-vous prendre l'engagement d'allouer des moyens supplémentaires à la police d'investigation ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Monsieur le député, oui, nous mettons en oeuvre l'engagement du Président de la République de créer des zones de sécurité prioritaires là où la délinquance est la plus enracinée dans les territoires urbains, périurbains ou ruraux.

Soixante-quatre zones de sécurité prioritaires ont été créées, dont quinze l'été dernier et quarante-neuf autres à la fin de l'année 2012. Incontestablement - mais vous avez raison, soyons modestes - ce dispositif donne des résultats concrets, mesurables, loin des opérations coup-de-poing sans lendemain, loin de l'affichage auquel nos concitoyens ont pu être habitués par le passé.

M. Claude Goasguen. Ça recommence !

M. Manuel Valls, *ministre*. Ces résultats ont été soulignés hier, en présence de Mme la garde des sceaux, par l'ensemble des acteurs de terrain, policiers, gendarmes, procureurs, associations et élus de tous bords. Car, lorsque nous évoquons ces sujets sur le terrain, on est loin des oppositions que certains cherchent ici à aiguïser.

Malheureusement, on oublie trop souvent les résultats du passé. Voilà la situation que nous avons trouvée : une augmentation de plus de 27 % des violences sur les personnes, une police et une gendarmerie exsangues puisque plus de 10 000 postes de policiers et de gendarmes avaient été supprimés. Nous avons arrêté cette hémorragie puisque nous remplaçons les départs à la retraite, et nous créons chaque année cinq cents postes supplémentaires de policiers et de gendarmes. Nous allons affecter ces postes en priorité, dès cet été, dans les territoires qui ont besoin de la police et de la gendarmerie parce que, vous l'avez dit, nous avons la volonté de lutter dans le temps, durablement, en nous appuyant sur le renseignement, sur la police judiciaire, sur la force des policiers et des gendarmes, en travaillant avec les élus et les associations, en impliquant les citoyens, en ayant une police et des forces de l'ordre respectées par les citoyens et respectueuses de ceux-ci. Voilà la politique que nous mettons en oeuvre et elle réussit. C'est cela le changement. La délinquance, nous l'attaquons. La violence recule : c'est notre priorité. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Daniel Vaillant](#)

Circonscription : Paris (17^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 831

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 mai 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [15 mai 2013](#)